Note d’information sur la situation économique nationale

 au deuxième trimestre 2019

### L’arrêté des comptes nationaux fait ressortir une croissance de l’économie nationale, se situant à 2,5% au deuxième trimestre 2019 au lieu de 2,6% durant le même trimestre de l’année précédente. Les activités non agricoles ont marqué une augmentation de 3,3% et celles du secteur agricole une baisse de 2,8%. Cette croissance a été tirée par la consommation finale et l’investissement dans le contexte d’une baisse d’inflation et du besoin de financement de l’économie nationale en amélioration.

### Une croissance économique soutenue par les activités non agricoles

La **valeur ajoutée du secteur primaire** en volume**,** corrigée des variations saisonnières**,** a enregistré une baisse de 2,2% en volume au cours du deuxième trimestre de l’année 2019, au lieu d’une hausse de 2,8% réalisée durant la même période en 2018. Cette évolution s’explique par la baisse de 2,8% de l’activité de l’agriculture au lieu d’une hausse de 4,5% une année auparavant et par une augmentation de celle de la pêche de 5,1% au lieu d’une baisse de 16,3%.

**La valeur ajoutée du secteur secondaire,** en revanche**,** a réalisé une augmentation de 3,6% au lieu de 2% durant le deuxième trimestre de l’année précédente. Ceci a été le résultat de l’amélioration des valeurs ajoutées:

* de l’électricité et eau de 20,9% au lieu de 2,1%;
* du bâtiment et travaux publics de 1,2% au lieu de 0,6% ;
* des industries de transformation de 2,5% au lieu de 2,9%;

et de la baisse de celle de l’industrie d’extraction de 1,2% au lieu d’une baisse de 1% ;

**La valeur ajoutée du secteur tertiaire**, de son côté, a marqué une augmentation de 3% au lieu de 2,6% le même trimestre de l’année 2018, marquée par une amélioration des activités:

* des services rendus par l’Administration Publique générale et la sécurité sociale, avec 3,6% au lieu de 2,4%;
* du commerce avec 3,3% au lieu de 1,2%;
* des services financiers et assurances, avec 2,9 % au lieu de 1,4%;
* des services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale, avec 0,6% au lieu d’une baisse de 0,6%.

Et ce, malgré le ralentissement de la croissance des activités:

* des hôtels et restaurants, à 4,7% au lieu de 6%;
* des services rendus aux ménages et aux entreprises, à 4% au lieu de 4,3%;
* du transport, à 2,9% au lieu de 5,7% ;
* des postes et télécommunications, à 1,5% au lieu de 3,3%.

Au total, la **valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu, ainsi, une hausse de 3,3% au lieu de 2,1% le deuxième trimestre de l’année 2018.

Dans ces conditions, avec le net ralentissement de l’accroissement des impôts sur les produits nets des subventions à 2,5% au lieu de 4,3%, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** s’est accru de 2,5% durant le deuxième trimestre 2019 au lieu de 2,6% une année auparavant.

**Taux d’inflation en baisse**

Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 3,4% au lieu de 3,6% une année auparavant, dégageant ainsi une augmentation du niveau général des prix de 0,9% au lieu de 1%.

**Une croissance soutenue par la demande intérieure et freinée par les échanges extérieurs**

* **Demande intérieure en amélioration**

La demande intérieure a affiché un taux d’accroissement de 3,1% durant le deuxième trimestre de l’année 2019 au lieu de 2,4% durant la même période de l’année précédente, contribuant ainsi pour 3,4 points à la croissance économique nationale au lieu de 2,6 points une année auparavant.

Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 3,7% au lieu de 3,1%, contribuant pour 2,1 points à la croissance au lieu de 1,8 point. De même, la consommation finale des administrations publiques a connu une augmentation de 3,3% au lieu de 0,4% au deuxième trimestre de l’année précédente, avec une contribution à la croissance de 0,6 point au lieu de 0,1 point.

De son côté, la formation brute de capital fixe a enregistré une hausse de 3,6% au deuxième trimestre 2019 au lieu de 0,6% une année auparavant, avec une contribution à la croissance de un point au lieu de 0,2 point, durant le même trimestre de l’année précédente.

* ****Contribution négative des échanges extérieurs à la croissance****

Les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à (-0,9) point au lieu de (0,04) point le même trimestre de l’année précédente. Les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 3,6% durant le deuxième trimestre 2019 au lieu de 8,3%, avec une contribution à la croissance de 1,4 point au lieu de 3 points. Les importations, de leur côté, ont connu un accroissement de 4,7% au lieu de 6,4%, avec une contribution négative de (-2,3) point au lieu de (-3) points une année passée.

****Besoin de financement** **en amélioration****

Avec une augmentation de 23,3% des revenus nets reçus du reste du monde au lieu d’une baisse de 29,9% durant le deuxième trimestre 2018, le revenu national brut disponible a progressé de 4% au deuxième trimestre 2019 au lieu de 2,1% l’année précédente.

Compte tenu de l’accroissement de 3,8% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 4,2% enregistré une année auparavant, l’épargne nationale s’est située à 27,1% du PIB au lieu de 26,8%.

L’investissement brut (formation brute du capital fixe et variation des stocks) a représenté 32,1% du PIB au lieu de 32,4% durant le même trimestre de l’année précédente. Le besoin de financement de l’économie nationale s’est ainsi allégé par rapport au deuxième trimestre 2018 passant de 5,6% du PIB à 5%.

En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du deuxième trimestre 2019.

